



HAL
open science

Pour un Chabbat... de la terre : le Jubilé est-il près d'advenir ?

Christophe Baticle

► To cite this version:

Christophe Baticle. Pour un Chabbat... de la terre : le Jubilé est-il près d'advenir ?. Collectif La Forge. Camps palestiniens (en Cisjordanie) : un bord de monde, La Forge ; Helvétius, 2021, 979-10-93736-30-3. hal-04291483

HAL Id: hal-04291483

<https://u-picardie.hal.science/hal-04291483>

Submitted on 22 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



J'ai mal à ma Palestine

Petite suggestion pour une « palestination » de la langue

// Christophe Baticle

Par où commencer ? Que retenir ? Donc que retirer ? Comment faire des choix lorsque tout paraît essentiel ? Le drame palestinien, et par conséquent celui des israéliens lorsqu'ils se résoudront majoritairement à le percevoir, est comme un précipité de ce que l'humanité peut faire de pire : mépris, racisme, violence et, le plus terrible probablement, une indifférence mondiale croissante, qui fait craindre un effacement normalisé. À la manière des causes qui n'auraient que trop duré, le « *problème palestinien* » s'enfoncé progressivement dans l'oubli, année après année, une génération de réfugiés suivant la précédente, de champs volés en maisons démolies à coups de bulldozer, entre autres... tellement d'autres exemples prégnants, justement. Et pourtant, remis derrière le souci des diplomates d'en sortir une mauvaise foi pour toutes, on trouve, quand on ne l'attendait même plus, ce que l'humain peut produire de meilleur : un espoir tapi dans l'ombre de notre ignorance, une obstination résiliente à toujours reconstruire, un désir d'exister et d'habiter le territoire confisqué... malgré tout... et surtout, presque comme un miracle, si paradoxal pour un agnostique plongé en « *terre sainte* », subsistent des gens, réels, qui continuent à dialoguer, à exiger une résolution pacifique face à l'injustice flagrante, à apprendre l'hébreu ou l'arabe pour s'entendre à s'en rendre sourd. À la simple évocation de ce mot, *PALESTINE*, on perd la notion du superlatif, trop modeste pour exprimer l'indicible.

Reste ainsi une angoisse, un malaise, une culpabilité : les mains tremblantes sur un clavier qui se brouille à la vue d'un « dossier » trop lourd à porter à la connaissance, déjà tellement exploré. Reconnaissons-le clairement et simplement, la Palestine, ce minuscule bout de terre tellement chargé d'histoire, ses habitant-e-s (et y compris les Israélien.ne.s qui veulent se convaincre d'une légitimité antérieure), tout cela ne peut s'exprimer en quelques lignes, mérite mieux et davantage. Face à ce vertige d'images inscrites dans la mémoire, de lectures compilées scrupuleusement, de chiffres accumulés pour faire preuve, de cartes maintes fois disséquées, on se sent fébrile. Tout le problème réside dans cet abîme étonnamment trop plein. Que n'a-t-on déjà dit mille fois sur le sujet ? Comment donc trouver quelques mots, mais des mots justes ? Et pourrait-on changer la réalité avec ces mots ? John Austin, le philosophe du langage qui nous a éclairés sur ce point, proposa le « *performatif* ». Il expliquait que certains verbes sont des énoncés en même temps que des actions : « *Je vous unis par les liens du mariage* ».

Que les acteurs du drame, au sens propre, m'excusent de n'avoir réussi à trouver une idée aussi pertinente que ce *performatif*. Je ne propose rien de mieux que de dépasser le nom propre, afin d'en faire un nom commun (une antonomase, un substantif). Plutôt que de réserver *Palestinien* à cette partie de la population reléguée dans une citoyenneté de seconde zone, c'est toute zone invisibilisée qui pourrait s'appeler *Une palestinienne*. Le terme y perdrait sa majuscule certes, mais la réalité vécue là-bas y trouverait peut-être une notoriété contre la dissolution. Mieux, pourquoi ne pas faire de ce nouveau vocable un couteau suisse de la langue des dominés ? On ne dirait plus *spaciocide* pour exprimer l'espace ainsi rayé de la carte, mais « *on a palestinisé ce territoire* », un *relégué deviendrait un Palestinien*, l'inverse étant déjà vrai si souvent. C'est peu pour lutter contre des drones à têtes chercheuses, mais qui sait si les stylos ne sont pas les meilleurs missiles anti-oubli ?

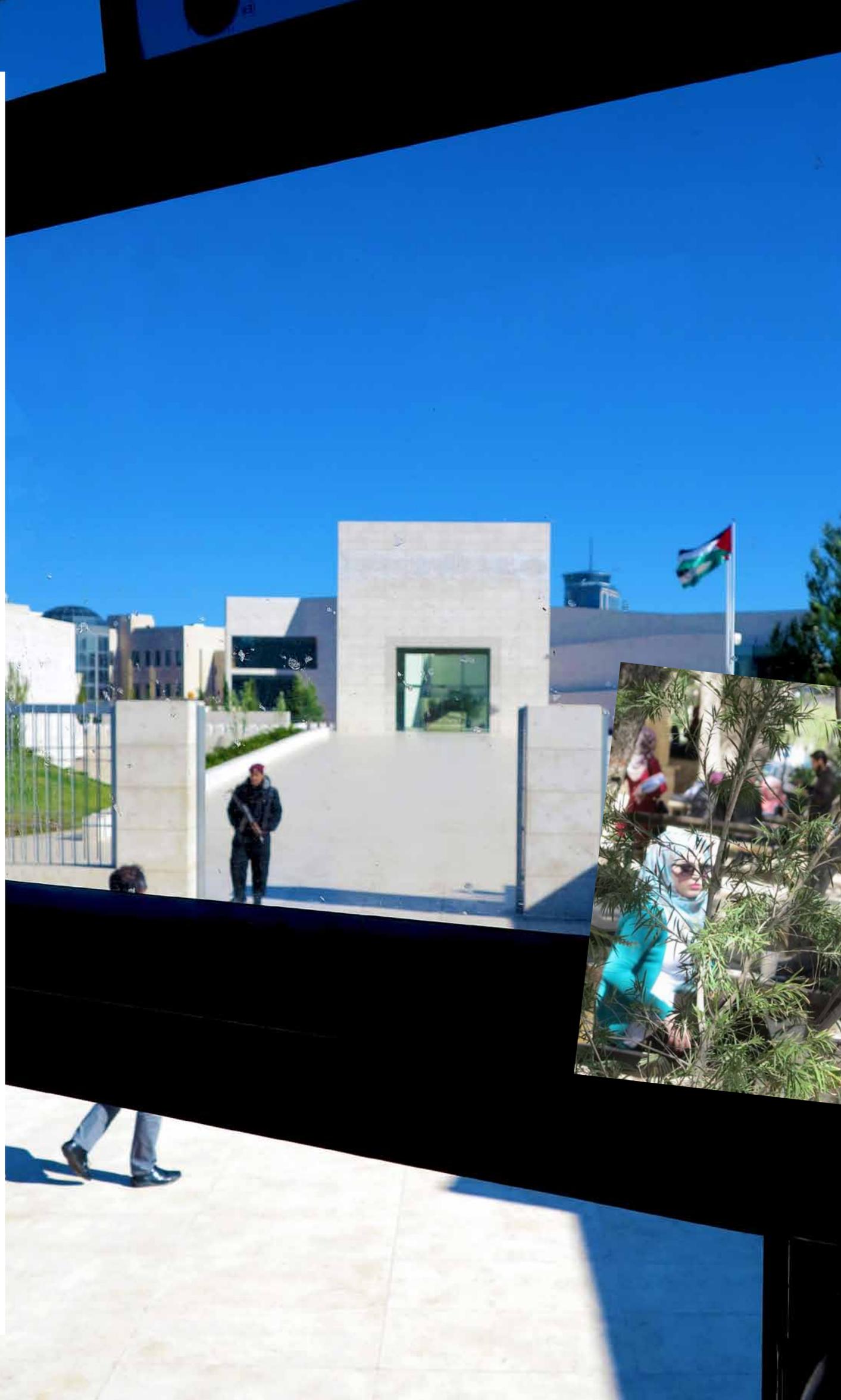
Faudrait-il se résoudre à être antisémite si l'on est israélo-critique?

// Christophe Baticle

Après l'euphorie du départ en Palestine est né un doute : pouvait-on écrire sur cette configuration conflictuelle, vieille de sept décennies au moins, sans tremper cent fois la plume dans un encrier de nuances ? N'était-on pas ici en face d'une insoluble question de points de vue irréconciliables ? Deux discours s'opposent effectivement, avec pour chacun son mode de légitimation, une expulsion en chassant une autre si l'on peut dire. Chez les Palestiniens, 1948 résonne comme une catastrophe (la *Nakba*), point de départ d'un long exil pour des centaines de milliers d'entre eux : les réfugiés. À l'opposé, les Sionistes avancent que le destin des Juifs est intrinsèquement lié à une succession d'exodes contraints. Un peu à la manière de ces objets des sciences sociales pour lesquels même les universitaires perdent leur capacité de distanciation, l'antinomie radicale entre les termes du débat semble sommer quiconque de choisir son camp. L'objectivation scientifique est ainsi mise à rude épreuve.

Comment donc ne pas prendre parti et est-ce simplement possible ? Le désengagement est-il seulement souhaitable ? Mais dans le cas contraire ne contredirait-on pas la déontologie du savant face au politique ? Le sociologue Max Weber recommandait en effet au chercheur de prendre conscience de ses propres valeurs, afin qu'elles n'entachent pas sa « *neutralité axiologique* », soit le refus de tomber dans les jugements... de valeur, justement. Plus encore, l'incroyable complexité de cet entre-mêlement historique d'actes ayant suscité les haines réciproques invite à la plus extrême prudence. Mais au-delà de ces précautions, il y a un adversaire plus pernicieux à l'objectivité : nous-mêmes. En fonction de notre histoire personnelle d'une part, des lieux où elle s'est déroulée, de la socialisation dont nous avons été l'objet, et de l'actualité qui nous entoure d'autre part, une mauvaise conscience a pu s'immiscer durablement au plus profond de notre éthique, jusqu'à épouser les contours d'un inconscient collectif obsédant qui ressurgit au fil des événements : la Shoah. Si la participation de la France à cette industrie génocidaire pèse sur chacun de nos mots, c'est heureux. En revanche, jauger le dossier palestinien à l'aune des seuls camps de la mort consisterait à faire peser le poids de notre propre culpabilité sur d'autres victimes, donc redoubler une injustice. C'est peut-être à ce niveau qu'il est nécessaire de revendiquer le rejet des amalgames. Or d'amalgame il fut question lorsque, le 16 juillet 2017, le président français déclarait à l'adresse du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, alors invité pour la commémoration du 75^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv : « *Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme.* » Autrement dit, être critique vis-à-vis de la politique israélienne, ce serait être antisioniste, et être antisioniste reviendrait nécessairement à être, explicitement ou implicitement, antisémite : voilà le glissement auquel nous sommes confrontés. Après avoir valablement mis en avant la responsabilité du régime de Vichy dans la déportation des Juifs de France, Emmanuel Macron se montrait, devant son « *cher Bibi* », moins sensible au « en même temps » dont il s'est pourtant fait le chantre.

Pour notre compte, nous considérons à l'inverse qu'être israélo-critique est non seulement compatible avec le rejet de l'antisémitisme, mais plus encore nécessaire. Comment ne pas voir ce qui, aujourd'hui en France, continue à nourrir la bête immonde, à savoir la vision quotidienne des images d'horreur à l'égard des Palestiniens. En rejetant cette évidence, on n'invente certes pas l'antisémitisme, mais on lui assure une belle prospérité.



Confiné... depuis plus de 72 années

// Christophe Baticle

Mardi 17 mars 2020, midi : la France re-découvre des interdits qu'elle avait oubliés. Il faudrait alors remonter aux dits « événements d'Algérie ». Encore que le décret du 5 octobre 1961, signé Maurice Papon, ne tenait « que » dans un couvre-feu, mais ô combien discriminatoire puisqu'il s'adressait à ces « Français musulmans d'Algérie » vivant à Paris et dans sa banlieue. Pour le reste de la population, il était possible de rapporter cette mesure liberticide à la guerre qui ne disait pas encore son nom, de l'autre côté de la Méditerranée. Une prohibition de la libre circulation se terminant, de ce côté-ci aussi, dans le sang puisqu'aujourd'hui encore les chercheurs peinent à donner un chiffre quant au nombre de victimes du 17 octobre 1961 : deux morts pour la préfecture, plusieurs centaines si l'on suit l'historien Jean-Luc Einaudi (*La bataille de Paris*, Seuil, 1991). Pour trouver maintenant des « Français de souche », comme certains se plaisent désormais à s'appeler, ayant vécu pareille limitation des déplacements, c'est la Seconde Guerre Mondiale qu'il s'agit de convoquer. Autrement dit, seul le quatrième âge serait en mesure de le faire, alors que c'est la mémoire qui fait défaut pour ces aînés.

Nous aurions le plus précieux besoin de mémoire collective pour comprendre ce que vivent les Palestiniens, et parmi eux plusieurs millions de réfugiés, depuis... mai 1948. Qu'on s'imagine la scénographie et son cortège d'images qu'on croirait sorties d'une production à grand budget pour le petit écran : des checkpoints sur chaque route stratégique, des snipers en embuscade au sommet de tours dignes du Moyen Âge, des tourniquets métalliques d'où surveillent des militaires surarmés dans leurs guérites aux vitres blindées et un mur de séparation qui zigzague dans cette minuscule région, à peine un grand département français. Stéphanie Latte Abdallah et Emad Ahmad en ont tiré leur documentaire, *Inner Mapping* (CNRS Images, 2017), dans lequel un GPS palestinien devient fou par l'absurdité des confins qui se joint à la bêtise de la logique coloniale. Si confiné provient en effet de ce terme qui signifie voisinage, chaque voisin peut, au bout de la route, se révéler très éloigné sur ce bout de terre condamné à l'inhabitable. Les Palestiniens parcourent des distances interminables pour aller visiter la maison d'à côté. Aussi, loin et proche n'ont plus qu'une signification très relative en Palestine occupée.

Et cette bizarrerie qui veut que, selon votre nationalité, la route soit différente de celle de votre voisin colon, n'est pas la seule anomalie dans ce pays sans État, mais géré par la mal-nommée Autorité, dont la principale fonction consiste à sous-traiter la « sécurité » d'Israël. Effectivement, ce que les Israéliens s'ingénient à appeler « Galilée et Samarie », est un mitage de zones (A, B et C) aux statuts byzantins, allant de la pseudo-autonomie à la franche annexion... dans les faits. On hésite quant au terme adéquat pour décrire ce territoire kafkaïen : gruyère mangé par la souris Tsahal, confettis éparpillés par un Gargantua facétieux, archipel terrestre d'îlots de désespoir... Sociologues et géographes ont proposé le concept de *spacio-cide* pour nommer l'indicible (Sari Hanafi, Jacques Lévy). Ce qui nous semble évident, c'est que ces récifs humains sont comme autant de radeaux à la dérive : les reliquats d'une Méduse oubliée par les « Nations unies », au bord du monde. Et les Israéliens dans tout cela ? Rien ne dit qu'ils ne soient pas autant enfermés... même dehors, dans leurs certitudes quant à la légitimité de leur séparatisme. Au seizième jour du second confinement, année 2 de la Covid 19, la France pourrait bien s'interroger : et si cela durait jusqu'en 2092... au moins ?



Ce jour où j'ai perdu ma candeur Les filles aux M16

// Christophe Baticle

Objectivité, distanciation, neutralité axiologique : autrement dit scientificité ; j'étais parti pour la Palestine avec ces principes chevillés au corps, produits d'un long apprentissage universitaire. Les réunions préparatoires au terrain renforcèrent cette volonté de neutralité. En me voyant reprocher l'expression « conflit israélo-palestinien », je confirmai ma distance d'avec toute prise de parti, mes collègues forgerons s'étonnant que je ne voie pas l'inadéquation du terme conflit, tant ils percevaient des territoires occupés un colonialisme pur et simple. De cette obstination pour l'objectivation, j'ai néanmoins « gagné » un surnom dont je me suis affublé moi-même : Candide. On entend généralement par ce mot le fait de « manifester une grande ingénuité, pouvant aller jusqu'à la crédulité ». Les synonymes ne sont guère plus flatteurs pour le porteur de cette attitude que l'on qualifiera notamment de naïve ou de niaise. Qu'importe, ce pseudonyme à l'écrit me permettrait aussi de passer plus facilement les contrôles israéliens. Je me rassurais encore du sens que Voltaire avait donné à ce terme : de bonne foi, même si dans l'erreur. Aussi, il faut reconnaître que voyager en Palestine aura provoqué un sérieux questionnement quant à cette distance critique nécessaire. Voir une réalité ne peut se confondre avec la comprendre, Stendhal (*La chartreuse de Parme*, 1839) en donnant un bon exemple au travers du syndrome de Fabrice à Waterloo : combattant placé au cœur de la mêlée et pourtant aveugle à son dénouement.

N'empêche... le trouble s'est rapidement immiscé dans la carapace sociologique. Il y eu tout d'abord le pointillisme de départ, en France, lorsqu'aux vérifications habituelles s'ajoutaient des étapes propres à notre destination : Tel-Aviv. Notre collègue au patronyme arabe ensuite, sur le passeport duquel une étiquette rouge tranchait avec la nôtre, verte. Pourquoi ses bagages à main avaient-ils fait l'objet d'une fouille de fonds en comble, contrairement à nous ? Pourquoi encore un tel questionnaire contradictoire à notre arrivée sur le sol israélien ? Et que dire des heures à attendre dans le hall de l'aéroport nos deux jeunes compagnons de couleur (noire), retenus pour un complément d'interrogatoire ? Certes, il convenait de ne pas s'abandonner à un biais paranoïaque, le pays connaissant un risque élevé d'attentats. Ce n'était pourtant là que le commencement d'une longue suite d'indices quant au racisme dont il faudrait bien finir par reconnaître la prégnance.

Il fallut en effet s'y résoudre en montant dans un bus qui réalisait la liaison entre Jérusalem-Est et la partie Ouest. Arrivé au checkpoint le chauffeur parut anticiper sur le geste du cerbère qui lui indiquait un parking. Là, installés aux premières rangées, nous subissions le contrôle d'identité sous le regard menaçant de deux soldates armées de puissants M16. Un regard furtif à l'arrière du bus me laissa interloqué : les passagers avaient disparu pour la plupart. Il ne restait que quelques personnes, de type « caucasien » comme on dit. Où étaient passés les Palestiniens ? À la droite du bus, j'aperçus un couloir en plein air... et grillagé de toutes parts. Sous cette tente de fil de fer je retrouvai les autres passagers. Une file attendait, derrière une barrière, de pouvoir montrer aux militaires redescendus leur permis de circuler. Sans regarder les femmes en kaki, un à un, chacun afficha haut son précieux document et ils regagnèrent le bus. Je venais de ressentir douloureusement le privilège accordé à mon passeport, à la couleur de ma peau.



Pour un chabbat... de la Terre

Le Jubilé est-il près d'advenir ?

// Christophe Baticle

Les motifs avancés afin de justifier l'expansionnisme sioniste sont régulièrement d'ordre religieux : relance du colonialisme résidentiel dans la ville d'Hébron (et ce autour de l'argument du *tombeau des Patriarches*), volonté chez certains groupes orthodoxes de construire le nouveau temple sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem (condition pour eux à la venue du messie), circonvolutions ubuesques autour du tombeau de Rachel (considéré comme 3^e lieu saint du judaïsme), matière biblique pour y faire serpenter de plus belle le mur dit de « sécurité ». Il serait aisé de multiplier les exemples du mélange des genres entre conquêtes territoriales et religiosité. Il existe également dans la *parasha 2* commandements présentés comme majeurs (cf. Marc Cohen, Akadem, 09/04/19). Primo, le devoir de mettre la terre en jachère tous les 7 ans (la *chemita*), dont la conséquence permet l'appropriation des fruits du sol par tous, en particulier de l'étranger précise le conférencier. L'interprétation de ce passage de la Tora, dit *Behar*, porte sur le droit de propriété du foncier, suspendu lors de cette phase septennale. Secundo, le croyant doit se soumettre au Jubilé, soit l'année succédant à la répétition de 7 cycles septennaux (49 ans). Ici, la loi divine prescrit le *yovel*, à savoir le retour en sa propriété de l'ancien détenteur qui aurait été contraint de vendre sa terre. Plus encore, l'esclave se doit d'être libéré en cette 50^e année, à privilégier, si l'on suit le dogme biblique, afin de marquer sa volonté d'égalité sociale. Explicitement, le texte fait de l'humain non pas le détenteur exclusif de son terrain, mais un simple hôte du désir divin. Son abus en est restreint, car la terre elle-même doit prier, et ce au travers de sa fécondité naturelle.

Ces prescriptions théologiques amènent Marc Cohen à recommander la modération face à la surexploitation foncière, dans une interprétation écologico-compatible, en phase avec les préoccupations environnementales contemporaines. Pour autant, on ne peut qu'être étonné qu'une telle éthique n'ait pas trouvé d'applicabilité vis-à-vis de la terre appropriée aux dépens des Palestiniens. Précisons en effet que la loi de la *Propriété des Absents*, promulguée en 1950 et par laquelle le tout nouvel État d'Israël s'est accaparé les terrains laissés en friche par les expatriés fuyant la guerre, n'a jamais été interrogée au regard du *yovel*, alors que l'on sait combien la Bible a pu servir de justification cadastrale. Au contraire, ces « fuyards » sont traités par le texte législatif comme des ennemis de la nouvelle nation, y compris lorsque leur départ relevait de l'expulsion. Si le foncier est un enjeu central dans la colonisation, on lui applique parfois des exigences tirées de la Tora, alors que dans d'autres situations le texte sacré est oublié. Ou plutôt, cette abnégation se limite aux propriétaires légitimés par la religion, soit les élus, ce qui revient aux tribus d'Israël auxquelles la terre a été distribuée par le divin. La boucle est ainsi bouclée et la justice ne s'applique qu'aux adeptes.

Les Palestiniens accéderaient-ils au *yovel* réparateur de la *Nakba* s'ils se convertissaient au judaïsme ? Certes, le *Behar* n'a pas été pensé pour régler les questions liées au colonialisme. Mais il n'a pas davantage été écrit en perspective d'une collapsologie écologique. Alors, interprétation pour interprétation... D'ailleurs, l'énigmatique Logico-éthique a laissé ce commentaire sur Akadem : « *Moralité: la terre aurait dû être restituée en 1998 aux Palestiniens chassés par la Nakba. Il n'est jamais trop tard...* ». On ne saurait mieux dire. Selon Ytzhak Rabin « *La bible n'est pas un cadastre* ». Ça dépend...

